

# Coopération

## 10<sup>e</sup> législature

### Question écrite n° 08755 de M. Guy Penne (Français établis hors de France - SOC)

publiée dans le JO Sénat du 24/11/1994 - page 2751

M. Guy Penne attire l'attention de M. le ministre de la coopération sur l'intérêt de la participation d'une délégation rwandaise à la prochaine conférence mondiale sur le sida. La reprise des contacts avec le Rwanda dans le domaine de recherche de santé publique s'impose impérativement à la communauté mondiale. En 1992, l'OMS, afin de préparer la conférence mondiale sur le sida, avait choisi le Rwanda, pays fortement touché, comme terrain d'évaluation des essais de vaccins. De nombreux travaux de recherche clinique et épidémiologique ont été effectués sur le terrain, et de nombreux médecins rwandais, actuellement au Rwanda ou en dehors de leur pays, de bonne réputation et d'excellente formation, pourraient apporter une contribution intéressante. Il paraît donc indispensable que la France soutienne l'invitation d'une délégation rwandaise à la prochaine conférence mondiale sur le sida, le 1er décembre à Paris. Il lui demande de bien vouloir lui préciser quelles sont ses intentions à ce sujet.

### Réponse du ministère : Coopération

publiée dans le JO Sénat du 22/12/1994 - page 3025

Réponse. - L'organisation de la conférence mondiale sur le sida avait initialement inclus les représentants du Rwanda, qui figurait parmi les pays prioritaires. Par manque d'interlocuteurs, les premières prévisions ont dû être modifiées et la délégation du Burundi s'est vu octroyer les places destinées à l'origine aux représentants du Rwanda. L'importance de cette affaire n'a nullement échappé aux organisateurs mais, compte tenu du nombre relativement restreint de participants invités à cette conférence, limitée à quarante-deux pays, il n'a pas été possible d'envisager une quarante-troisième délégation après les récentes reprises de contact avec les représentants rwandais. Néanmoins, les délégués du Rwanda ont été invités en tant qu'observateurs, au même titre que ceux de plusieurs autres pays, également sensibilisés au dossier du sida et ne figurant pas sur la liste des quarante-deux nations retenues. Ainsi le ministre de la santé, le médecin-colonel Joseph Karemera, et son directeur de cabinet, M. Charles Rudakubana, ont pu participer aux séances de la conférence.